

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYND ETU REALIS POUR TRAIT INTER DECHET (SERTRID)

**ZONE INDUSTRIELLE
ECOPOLE
90140 Bourogne**

Références : UID257090/SPR/JP/2025-0415A
Code AIOT : 0005901990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement SYND ETU REALIS POUR TRAIT INTER DECHET (SERTRID) implanté ZONE INDUSTRIELLE ECOPOLE 90140 BOUROGNE. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée à la suite d'un signalement adressé au responsable local de la DREAL. Ce signalement faisait état de potentielles irrégularités sur le site concerné, notamment en ce qui concerne la gestion de la réception des déchets sur site.

Le signalement s'appuyait sur des photographies montrant un stock considérable de déchets entreposés à même le sol au niveau du quai de déchargement sur la quasi totalité de l'emprise au sol du hall de déchargement, ne laissant pas entrevoir les rampes d'alimentation de la fosse à déchet.

Ces éléments, une fois relayés à la DREAL, ont déclenché une visite d'inspection inopinée afin de

vérifier la conformité des installations avec la réglementation applicable, en particulier sur les points soulevés par le dit signalement.

L'inspection a été menée dans le cadre du pouvoir de contrôle de l'inspection des installations classées, afin d'évaluer la conformité du site aux prescriptions réglementaires en vigueur et de s'assurer de l'absence de risques pour l'environnement et la sécurité publique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND ETU REALIS POUR TRAIT INTER DECHET (SERTRID)
- ZONE INDUSTRIELLE ECOPOLE 90140 BOUROGNE
- Code AIOT : 0005901990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation classée pour la protection de l'environnement exploitée par le SERTRID est située à Bourogne. Cette installation est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets par incinération, jouant un rôle essentiel dans la gestion des déchets de la région.

Le SERTRID a pour mission principale de :

- Traiter les déchets ménagers et assimilés par incinération, réduisant ainsi leur volume et leur potentiel de nuisance,
- Valoriser énergétiquement les déchets en produisant de l'électricité et de la chaleur à partir de leur combustion,
- Gérer les mâchefers issus de l'incinération, en les traitant pour une valorisation ultérieure.

La zone de chalandise du SERTRID comprend :

- Le Territoire de Belfort : Collecte des déchets ménagers des communes locales,
- Les départements limitrophes : Potentiellement le Doubs, la Haute-Saône et d'autres régions environnantes pour certains types de déchets assimilés,
- Ponctuellement des opérations venant suppléer des arrêts techniques d'autres UVE.

Cette zone de chalandise compte environ 145 000 habitants (soit la population du Territoire de Belfort). A une plus large échelle, cela représente un peu moins de 10 % de la population de la région Bourgogne-Franche-Comté (environ 2,8 millions d'habitants).

Les types de déchets traités par le SERTRID incluent :

- Déchets ménagers résiduels : restes de déchets après tri sélectif et recyclage,
- Déchets assimilés aux déchets ménagers : déchets commerciaux et industriels non dangereux présentant des caractéristiques similaires aux déchets ménagers,

Le tonnage annuel autorisé de déchets incinérés par le SERTRID au titre des ICPE est de 85 000 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au-delà de la problématique d'accumulation de déchets obstruant totalement le hall de déchargement, situation qui avait été résorbée le jour de la visite, l'inspection a demandé à

l'exploitant de lui transmettre le retour d'expérience associé à cet évènement. L'inspection souhaite également attirer l'attention de l'exploitant sur la nécessité de faire respecter scrupuleusement les procédures internes relatives aux conditions d'accès et de déchargement. Ces règles doivent être appliquées sans exception, en interne, mais y compris par les intervenants extérieurs accédant au site dans le cadre de la dépose des ordures ménagères.

À cet égard, une communication claire et actualisée à l'attention des différents prestataires paraît indispensable. Celle-ci devra rappeler les consignes d'accès, les modalités en vigueur en matière de chargement / déchargement, ainsi que les comportements attendus au sein du hall.

En complément, la mise à jour des protocoles d'intervention, assortie de mesures de contrôle régulières sur le terrain, est vivement recommandée afin de garantir leur bonne application.

L'objectif est de prévenir toute réitération des conditions ayant conduit à l'évènement signalé, en renforçant la rigueur organisationnelle et la maîtrise des flux logistiques sur site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déversement des déchets	AP Complémentaire du 16/12/2004, article 31.6	Sans objet
2	Nettoyage	AP Complémentaire du 16/12/2004, article 31.8	Sans objet
3	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	AP Complémentaire du 16/12/2004, article 35.3	Sans objet
4	Règles d'exploitation	AP Complémentaire du 16/12/2004, article 38	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les consignes d'accueil semblent être respectées le jour du contrôle. En effectuant un tour complet du site avant de s'annoncer à l'interphone, l'inspection a pu constater que l'ensemble des portails d'accès étaient en position fermée.

Aucune trace visible de déchets accumulés ou de tas résiduels n'a été observée (zones de circulation, parking).

Les portes sectionnelles du quai de déchargement étaient bien en position basse et en fonctionnement automatique le jour du contrôle. La zone couverte du hall de déchargement était dans sa majeure partie libre de tout déchet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déversement des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2004, article 31.6
Thème(s) : Autre, Bâtiment réception

Prescription contrôlée :

Le déversement du contenu des camions dans la fosse de réception doit se faire par l'intermédiaire d'un équipement qui isole le véhicule de l'extérieur pendant toute la durée de l'opération. En dehors des entrées et sorties de véhicules, les portes donnant accès au hall de déchargement et à la fosse de réception doivent être maintenues fermées. A cette fin, l'ouverture et la fermeture des portes sont automatisées.

Constats :

Lors du contrôle inopiné sur site, l'inspection a constaté que le déchargement des camions s'effectuait à l'abri dans un bâtiment dédié, fermé par des portes sectionnelles situées à l'entrée et à la sortie, en cohérence avec le sens de circulation des véhicules.

Les portes sectionnelles observées physiquement le jour de la visite étaient en position fermée en dehors des mouvements de véhicules, et leur fonctionnement automatique a pu être vérifié sur place, notamment lors de l'entrée et de la sortie d'un camion pendant la visite.

Le déchargement des camions s'effectue en marche arrière, directement dans la fosse prévue à cet effet. Les accès étaient dégagés de tout obstacle, à l'exception d'un tas de déchets "limité" accumulé au niveau de la première rampe de déchargement menant à la fosse dédiée aux ordures ménagères. Aucune autre situation anormale n'a été relevée.

L'accumulation constatée au niveau de cette rampe est directement liée à l'encombrement de la fosse située à l'arrière du mur de séparation physique entre le hall de déchargement et la fosse d'alimentation des trémies desservant le foyer d'incinération des ordures ménagères.

Aucune autre accumulation visible de déchets n'a été constatée que se soit au niveau du quai ou de ses abords, contrairement à la situation photographiée ce 07 mars 2025 faisant état d'une situation anormale sur la totalité de la surface du quai de déchargement. Celle-ci montrait une accumulation de plusieurs déversements de bennes empêchant l'accès aux trémies de déchargement, voire toute circulation possible sous le hall de déchargement.

À l'inverse, les constatations effectuées lors de l'inspection ont révélé un état du site conforme aux prescriptions en vigueur relatives à la gestion du hall de déchargement.

Voici la retranscription de l'événement d'après l'analyse produite par l'exploitant :

" Le 7 mars 2025 à 08h21, un camion FMA [Fond Mouvant Automatique] en provenance de l'UIOM [Unité d'Incinération des Ordures Ménagères] de Montbéliard a déversé son chargement au centre du hall, bloquant ainsi l'accès à tous les véhicules.

À 09h03, un camion du GBCA [Grand Belfort Communauté d'Agglomération], impatient d'attendre que le chargeur dégage l'accès, a décidé de remonter à contre-sens pour tenter de vider son chargement au milieu de l'accès, en manœuvrant à reculons par la porte de sortie. Intercepté par [un agent du SERTRID], il a attendu son départ pour prendre les photos qui vous ont été transmises, puis a continué à vider son chargement en reculant par la porte de sortie, aggravant ainsi le blocage du hall.

Un autre camion du GBCA, arrivé sur le site à 09h23, a également essayé d'entrer en marche arrière dans le hall par la porte d'entrée pour décharger son chargement au centre. Ce camion a été intercepté par [un autre agent du SERTRID].

A la suite de ces incivilités, nous avons bloqué les portes d'entrée et de sortie du hall, pour permettre aux agents du SERTRID de le désencombrer à l'aide du chargeur, en ne laissant entrer des camions que lorsqu'ils pouvaient vider en toute sécurité, sans aggraver davantage l'encombrement.

La situation dans le hall a été rétablie à la normale en fin de journée."

Effectivement, à l'analyse de la photographie transmise dans le cadre du signallement, il apparaît un questionnement d'ordre organisationnel concernant la gestion des opérations de déchargement des ordures ménagères dans le hall dédié.

En effet, la photographie prise depuis la cabine d'un camion en attente (initialement refoulé par l'exploitant selon ses déclarations) montre un autre véhicule déversant son contenu directement dans l'allée de circulation en marche arrière, ce qui contredit les déclarations de l'exploitant.

Cette situation fait apparaître une zone de circulation totalement encombrée par les déchets, du faite de l'aléa survenu ce 07 mars 2025. Cette opération (vidange en contre sens du flux de circulation) est en contradiction avec les procédures et consignes de sécurité applicables au sein du hall de déchargement. De telles conditions peuvent, le cas échéant, compromettre le respect des prescriptions relatives au confinement, à la gestion des flux logistiques et à la sécurité des manœuvres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'analyse de la photographie transmise dans le cadre du signallement, l'exploitant est invité à fournir les éléments permettant de comprendre comment plusieurs camions (celui à l'origine de la photo, ainsi que celui en cours de déversement sur l'image) ont pu procéder à une opération de déversement dans une zone inappropriée, sans qu'aucun encadrement ni interception préalable n'ait été mis en œuvre. Il conviendra notamment de préciser :

- les éventuelles défaillances organisationnelles ou de communication identifiées ;
- les actions correctives ou préventives mises en œuvre depuis lors ;
- les éventuels échanges ou retours réalisés avec les services en charge de la collecte et du déchargement (collectivité, prestataire, chauffeurs concernés, etc.) ;
- les procédures mises à jour (conditions permettant de valider l'accès, le déchargement au sein du hall) ;
- la re-sensibilisation du personnel interne SERTRID sur les réactions à avoir ;
- les contrôles aléatoires, le suivi et la traçabilité de ce genre d'aléa ;
- le retour d'expérience partagé avec les intervenants extérieurs ;
- tout autre élément pertinent selon l'analyse réalisée.

Ces éléments doivent permettre de s'assurer que les dispositions nécessaires sont prises pour garantir la conformité de l'exploitation avec les exigences réglementaires, notamment en matière de sécurité, de gestion des flux et de propreté des zones de manœuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nettoyage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2004, article 31.8

Thème(s) : Autre, Voies de circulation et de stationnement

Prescription contrôlée :

Toutes les voies de circulation et de stationnement doivent être nettoyées et entretenues régulièrement. Les éléments légers et les déchets répandus de façon fortuite sont ramassés et déposés dans la fosse de réception.

<p>Constats :</p> <p>Conformément à la prescription imposant le nettoyage régulier des voies de circulation et de stationnement, ainsi que le ramassage des déchets répandus de façon fortuite, l'inspection a permis de constater que le quai de déchargement et les abords immédiats du hall présentaient quelques déchets légers et épars, susceptibles de s'envoler, sans accumulation rédhibitoire au bon fonctionnement du quai ni à une éventuelle intervention des secours.</p> <p>Ces éléments (déchets légers et susceptibles de s'envoler) semblent résulter des opérations de déchargement réalisées dans le hall et de l'ouverture intermittente des portes sectionnelles, susceptibles de favoriser le déplacement de déchets par le vent.</p> <p>Toutefois, aucune accumulation significative n'a été observée ce jour-là, et l'intérieur du hall ne présentait pas de situation de stockage excessif, à l'exception de ce qui a été relevé dans le cadre du point de contrôle précédent.</p> <p>La situation observée ne remet pas en cause le respect global de la prescription, sous réserve du maintien d'une fréquence adaptée des opérations de nettoyage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2004, article 35.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage des déchets doivent être accessibles, en tout temps, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours sous au moins deux angles différents.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à la prescription, le jour de la visite, les accès au bâtiment étaient libres de tout stockage. Les deux portes sectionnelles situées de part et d'autre du bâtiment étaient fonctionnelles en mode automatique, permettant un accès complet si nécessaire.</p> <p>Les zones extérieures visitées, notamment les voies de circulation, ne présentaient pas d'encombrement spécifique au sol.</p> <p>Aucun obstacle susceptible de gêner l'intervention des secours n'a été relevé.</p> <p>La situation observée est donc conforme à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Règles d'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2004, article 38</p>
<p>Thème(s) : Autre, Des consignes doivent prévoir</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>la conduite à tenir en cas de sinistre,</p>

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, gaz, réseaux de fluides). Toutes dispositions doivent être prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation. L'exploitant établit dans ce cadre un plan de lutte contre les sinistres, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation de l'équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Ce plan doit être élaboré, maintenu à jour, mis à la disposition du personnel concerné en tout point utile et enclenché sans retard lorsque nécessaire. L'exploitant s'assure de la disponibilité en tout temps des moyens humains et matériels ainsi définis.

[...]

Constats :

Pour rappel, une visite approfondie avait déjà été réalisée en juillet 2023 sur certains dispositifs de protection incendie (RIA (Robins d'Incendie Armés), extincteurs, risques électriques et foudre), sans non-conformité relevée, avec une gestion jugée satisfaisante.

Le jour de la visite, l'exploitant a complété les éléments sur sollicitation de l'inspection.

L'exploitant indique disposer d'un Plan d'Opération Interne (POI), élaboré en collaboration avec le SDIS, et intégrant, selon ses dires, les différents scénarios accidentels envisageables sur une unité d'incinération, notamment un incendie dans le hall. Aucune analyse détaillée de ces scénarios n'a toutefois été réalisée lors de la visite d'inspection.

L'exploitant détaille que ce plan est régulièrement testé par le personnel du site suivant les disponibilités des équipes. Les équipes en poste sont présentes 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 et sont qualifiées pour assurer la conduite des installations ainsi que la gestion des situations d'urgence. Des formations régulières et des essais périodiques sont réalisés concernant les différents moyens en plus des entretiens courant réalisés sur les systèmes (contrôle réglementaire semestriel ou annuel suivant les thématiques et visites de maintenance).

Les équipements de protection incendie du hall sont constitués de (selon le détail transmis par l'exploitant) :

- 6 RIA ;
- 12 extincteurs ;
- 1 système de détection / extinction en fonctionnement piloté ou automatique incluant notamment ;

1 réservoir d'eau d'extinction incendie d'un volume de 668 m³ (dimensionné pour 120 min de fonctionnement) ;

1 groupe moto-pompe 340 m³/h à 10 bars conforme à la certification APSAD ;

2 caméras thermiques en supervision de la fosse à déchets ;

2 canons à eau/émulseur automatiques en protection de la fosse à déchets ;

1 antenne d'aspersion additivée par sprinkler de chaque trémie (x 2) d'alimentation du four ;

1 antenne d'arrosage de la vitre pontier ;

1 antenne d'aspersion par sprinkler commune à l'ensemble des 3 rampes de déchargement en

fosse des ordures ménagères.

Le dimensionnement (taux d'application) de 10 L/min/m² indiqué dans le tableau de calcul s'entend pour une mousse bas foisonnement appliquée à l'état mouillant (additif dans l'eau) contre les feux de solides déchets.

Le besoin hydraulique est défini selon le tableau ci-dessous :

Z o n e protégée	Type de protection	Commande	Surface	T a u x d'application	Débit total nécessaire
Fosse de stockage des ordures	2 canons à eau additivée à mousse t a u x d'application 0,3 %	À distance depuis la salle pontier	S u r f a c e totale 360 m ²	10 L/m ² /min (s u r f a c e impliquée 100%)	3600 L/min à 70 mCe
Vitre pontier (alimentation source d'eau RIA)	4 b u s e s écran	À distance depuis la salle pontier	4,26 m × 1,98 m soit 8,4 m ²	10 L/min/m ²	84 L/min
2 trémies de fours	2 rampes sprinklers additivées à mousse taux d'application 0,3 %	À distance depuis la salle pontier	2 × 21 m ²	10 L/m ² /min (s u r f a c e impliquée 100%)	420 L/min
3 rampes de déchargement ordures ménagères	1 r a m p e sprinklers additivées à mousse taux d'application 0,3 % pour les trois rampes OM	À distance depuis la salle pontier	3 × 50 m ²	10 L/m ² /min (s u r f a c e impliquée 100%)	1500 L/min

Les éléments présentés par l'exploitant attestent, selon ses déclarations, de la mise en œuvre de dispositions en matière de plan de lutte contre les sinistres et d'organisation des moyens de première intervention.

Il précise notamment que le site est doté d'un POI actualisé et opérationnel, mis en œuvre conformément aux procédures internes ; que les moyens matériels sont présents, dimensionnés et fonctionnels au regard des caractéristiques de l'installation ; et que des équipes formées, dans le cadre des dispositifs internes de formation à la gestion des sinistres et à l'organisation des premiers secours, sont présentes en continu sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite
